

Arrêt

n° 319 005 du 19 décembre 2024
dans l'affaire X / X

En cause : X

ayant élu domicile : au cabinet de Maître C. MARCHAND
Rue de l'Aurore 10
1000 BRUXELLES

contre :

la Commissaire générale aux réfugiés et aux apatrides

LE PRÉSIDENT F.F. DE LA X^{ème} CHAMBRE,

Vu la requête introduite le 9 février 2024 par X, qui déclare être de nationalité guinéenne, contre la décision de la Commissaire générale aux réfugiés et aux apatrides, prise le 8 janvier 2024.

Vu l'article 51/4 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers (ci-après dénommée la « loi du 15 décembre 1980 »).

Vu le dossier administratif.

Vu l'ordonnance du 23 octobre 2024 convoquant les parties à l'audience du 26 novembre 2024.

Entendu, en son rapport, S. SEGHIN, juge au contentieux des étrangers.

Entendu, en leurs observations, la partie requérante assistée par Me F. BELLAKHDAR *loco* Me C. MARCHAND, avocat, et S. DAUBIAN-DELISLE, attaché, qui comparaît pour la partie défenderesse.

APRES EN AVOIR DELIBERE, REND L'ARRET SUIVANT :

1. L'acte attaqué

Le recours est dirigé contre une décision de « *refus du statut de réfugié et refus du statut de protection subsidiaire* », prise par la Commissaire générale aux réfugiés et aux apatrides, qui est motivée comme suit :

« A. Faits invoqués

Selon vos déclarations, vous êtes de nationalité guinéenne, d'origine ethnique peule et de confession musulmane. À l'appui de votre demande de protection internationale, vous invoquez les faits suivants :

Vous grandissez à Kindia entourée de vos parents, votre fratrie, les coépouses de votre père et leurs enfants. En 2001, votre mère décède des suites d'une maladie. À 13 ans, vous êtes mariée de force par votre père à [M. B. D.].

Vous partez vivre avec ce dernier chez ses parents à Conakry, dans la commune de Dixinn. Vous êtes malheureuse au sein de ce mariage où vous êtes maltraitée de manière récurrente par votre nouveau mari, et n'avez aucun soutien de sa mère ou de votre propre père. Pour échapper aux disputes maritales, vous

vous rendez par moment chez votre tante, [N. B.], dans la commune de Ratoma Lambadji à Conakry, tante résidant actuellement vers Coyah.

Vous continuez vos études jusqu'à 18 ans mais devez y mettre un terme lorsque vous donnez naissance à vos premiers enfants, des jumeaux : [A. D.] et [H. D.], le [...] 2013. À l'âge de trois ans, [H. D.] décède des suites d'une excision, excision réalisée sans votre accord par la mère de votre mari, homonyme de votre fille : [H. D.]. Vous continuez par la suite à vivre dans la souffrance au sein de cette famille.

Le 08 juin 2018, vous donnez naissance à une deuxième fille : [M. D.]. En début d'année 2021, vous vous rendez au Sénégal avec cette dernière pour voir un spécialiste des yeux pour elle. Le père de votre mari, [A. D.], décède des suites d'une maladie, vous obligeant à rentrer plus tôt en Guinée pour ses funérailles. Après un mois de la période de veuvage de votre belle-mère, vous l'entendez parler d'un futur projet d'excision pour votre fille [M.]. Vous décidez de fuir immédiatement avec elle pour vous cacher chez votre tante [N. B.] où vous restez deux semaines. Votre mari étant à votre recherche, cette dernière vous aide à quitter votre pays avec votre fille, et accepte de garder votre fils chez elle. Vous partez en avion avec un certain Monsieur [D.], passez par un pays inconnu avant d'arriver en Belgique le 25 mars 2022. Vous introduisez une demande de protection internationale dans ce pays le 28 mars 2022.

À l'appui de votre demande de protection internationale, vous déposez divers documents.

B. Motivation

Après une analyse approfondie de l'ensemble des éléments de votre dossier administratif, relevons tout d'abord que vous n'avez fait connaître aucun élément dont il pourrait ressortir des besoins procéduraux spéciaux et que le Commissariat général n'a de son côté constaté aucun besoin procédural spécial dans votre chef.

Par conséquent, aucune mesure de soutien spécifique n'a été prise à votre égard, étant donné qu'il peut être raisonnablement considéré que vos droits sont respectés dans le cadre de votre procédure d'asile et que, dans les circonstances présentes, vous pouvez remplir les obligations qui vous incombent.

Bien que vous soyez à l'initiative de cette procédure d'asile et bien que vous soyez la seule destinataire de la présente décision, [M. D.] y a été formellement et intégralement associée par vos soins à chacune des étapes de cette demande. En effet, son nom figure explicitement dans votre annexe 26 (cf. dossier administratif et farde « documents », pièce 8). Les risques d'une mutilation génitale féminine dans son chef a été invoquée par vous (cf. dossier administratif, questionnaire CGRA – question 3.4 et 3.5 ; et notes de l'entretien personnel en date du 04 juillet 2023 - ci-après NEP - pp.15-16).

Après examen complet de votre dossier administratif, le Commissariat général estime nécessaire de prendre une décision distincte pour vous et Mariame Diallo en ce qu'il constate des éléments particuliers qui le justifient.

Force est de constater qu'il n'est pas possible d'accorder foi à vos déclarations et d'établir qu'il existe, dans votre chef, une crainte fondée de persécution au sens de la Convention de Genève du 28 juillet 1951 ou un risque réel d'encourir des atteintes graves telles que définies à l'article 48/4 de la Loi sur les étrangers (loi du 15 décembre 1980).

En cas de retour en Guinée, vous invoquez craindre vous concernant, que votre père ne vous oblige à retourner au sein de votre foyer marital où vous subissiez des maltraitances, tandis que vos grands frères et marâtres suivront la décision de votre père (cf. NEP pp.15-16).

Cependant, vous n'avez pas convaincu le Commissariat général que de telles craintes soient fondées, et ce pour plusieurs raisons.

D'emblée, si vous expliquez avoir été mariée de force à l'âge de 13 ans par votre père, et avoir été maltraitée par votre mari et sa mère durant de nombreuses années (cf. NEP pp.5-6, 26, 28), relevons que vous n'avez jamais évoqué ces éléments à l'Office des étrangers (cf. dossier administratif, questionnaire CGRA et déclarations à l'Office des étrangers). En effet, à l'Office des étrangers, vous vous contentez d'indiquer craindre l'excision de votre fille, votre belle-mère et beau-frère ayant menacé de vouloir l'emmener chez l'exciseuse, et n'évoquez aucune autre raison de votre départ (cf. dossier administratif, questionnaire CGRA – question 3). Confrontée à cette différence dans vos déclarations entre l'Office des étrangers et le Commissariat général, vous rejetez la faute sur l'interprète, puisque vous indiquez avoir parlé de la crainte d'excision de votre fille mais également de vos maltraitances personnelles mais que l'interprète ne vous avait pas laissé « le temps de [vous] expliquer » en vous interrompant, avant de dire que comme vous ne connaissiez pas la procédure d'asile, vous aviez peur de parler (cf. NEP p.30). Toutefois, le Commissariat général ne peut considérer ces justifications pertinentes puisque vous aviez confirmé dès le début de votre

entretien personnel vos propos de l'Office des étrangers et confirmé que vous aviez bien pu dire tous les éléments essentiels de votre demande de protection internationale (cf. NEP p.4). Aussi, il ressort de vos réponses au questionnaire CGRA de l'Office des étrangers, que vous n'avez jamais mentionné avoir eu d'autres problèmes avec d'autres personnes ou entités, puisque vous répondez négativement à chacune des autres questions posées (cf. dossier administratif, questionnaire CGRA – questions 3.7, 3.8).

Ces manquements importants dans vos déclarations du questionnaire CGRA entachent la crédibilité générale de votre récit.

En outre, vous êtes aussi contradictoire lorsqu'il s'agit de retracer les endroits où vous avez vécu. Si vous affirmez qu'à partir de 13 ans – soit vers l'année 2007 – vous êtes partie vivre à Conakry, dans la commune de Dixinn avec la nouvelle famille de votre mari, et n'avez plus vécu ailleurs par la suite (cf. NEP pp.9-10), vous aviez a contrario indiqué à l'Office des étrangers avoir vécu de 2013 à 2022 dans la commune de Ratoma, Lambadji (cf. dossier administratif, déclarations à l'Office des étrangers – rubrique 10 « adresse »). Questionnée sur cette différence dans vos déclarations, vous prétendez ne jamais avoir donné comme lieu de résidence la commune de Ratoma, Lambadji de 2013 à 2022, mais simplement avoir évoqué cet endroit car il s'agissait de l'adresse de votre tante [N. B.] chez qui vous vous rendiez « parfois » (cf. NEP pp.10-11). Toutefois, cette explication n'est aucunement pertinente et ne justifie pas pour quelles raisons vous avez donné cette adresse, et uniquement celle-ci, comme étant votre dernière adresse dans votre pays d'origine à l'Office des étrangers. Aussi, vous êtes confuse concernant vos dates de départ du pays, affirmant dans un premier temps être partie de la Guinée au mois de février 2022 (cf. NEP p.13), puis dans un deuxième temps que c'est après la mort du père de votre mari en début d'année 2021, après avoir entendu votre belle-mère parler de la future excision de votre fille en avril 2021 (cf. NEP pp.20-21), puis après être restée ensuite deux semaines chez votre tante (cf. NEP p.25), ce qui voudrait dire en avril ou mai 2021. Ces contradictions continuent d'affaiblir la crédibilité de votre récit.

Également, le Commissariat général remarque que vous donnez des renseignements sur votre situation familiale contredite par vos déclarations successives et par des informations objectives à la disposition du Commissariat général. Ainsi, vous prétendez au cours de votre entretien personnel que votre mère est décédée de maladie en 2001 et votre sœur [H. S.] d'un accouchement il y a six ans (cf. NEP pp.6-7), éléments discordants de l'Office des étrangers où vous prétendiez que votre mère et sœur étaient toujours vivantes et résidaient toutes deux à Kindia (cf. dossier administratif, déclarations à l'Office des étrangers – rubrique 13 « parents biologiques » et 17 « frères et sœurs »). Sur ce point, vous n'apportez là non plus aucune justification pertinente à ces différences, vous contentant de dire que l'interprète n'avait peut-être pas dit la mort de votre mère – vous souvenant de votre côté l'avoir pourtant dit – tandis que vous affirmez qu'on ne vous a pas posé la question pour votre sœur (cf. NEP pp.6-7). Après recherches sur les réseaux sociaux permettant de retrouver votre profil Facebook et celui de votre sœur [H. S.], il s'avère par ailleurs que contrairement à vos propos, cette dernière était toujours active sur son profil en août 2023, ayant notamment posté des photos d'elle et de ses deux filles jumelles nées en 2019, ou encore en 2022, et une photo de vous en juin 2021, tandis que votre mère était vivante à une période postérieure à 2006-2007, et potentiellement au 08 mars 2016, une photo de cette dernière ayant été postée à cette date avec un smartphone (cf. farde « informations sur le pays », pièce 1). Ces différences dans vos déclarations et avec les informations objectives démontrent votre volonté même de tromper les instances d'asile.

Ainsi, l'ensemble de ces informations discordantes sur différents éléments de votre vie (environnement familial, mariage, lieux de vie, dates de départ) achèvent la crédibilité générale de votre récit, ne permettant aucunement d'y accorder foi.

Le Commissariat général est d'autant plus convaincu par cette analyse que vos propos au sujet de votre prétendu mariage sont particulièrement inconsistants. En effet, invitée à parler en détail de votre vie quotidienne après votre mariage, vous racontez brièvement les quelques premières semaines passées au sein de votre nouvelle famille – à savoir les allers et venues de [M. B. D.], le fait qu'il buvait, vos tâches, vos maltraitances – puis ne faites qu'évoquer vos grossesses avant de répéter vos maltraitances subies. Face à ces propos succincts, alors que vous auriez vécu selon vos dires près de 14 ans à cet endroit, l'officier de protection vous a encouragé à en dire davantage sur votre vécu marital à plusieurs reprises. Toutefois, vous n'apportez pas plus d'éléments, vous restreignant à répéter que vous étiez violente et que vous ne pouviez pas retourner dans votre famille, sans plus (cf. NEP p.26). Pour décrire vos occupations, vous vous contentez d'évoquer vos tâches ménagères, ce que vous reprenez ensuite pour parler de vos activités et expliquer une journée type, en plus de répéter vos maltraitances quotidiennes (cf. NEP p.27). Même lorsqu'il vous avait été demandé de raconter votre vie après le décès de votre première fille [H. D.], vous parliez déjà de vos tâches ménagères et de vos maltraitances, tout en précisant à ce moment-là également que vous regrettiez que votre mari n'ait pas de relations intimes avec vous quand vous étiez enceinte, seul moment où vous en aviez envie (cf. NEP p.19). En outre, vous êtes tout aussi lacunaire pour parler de votre belle-mère et de votre mari (cf. NEP pp.28-29). Concernant [H. D.], votre belle-mère, vous ne la décrivez que comme

une personne qui ne travaille pas, qui vous grondait et parfois vous giflait, une personne sévère et méchante, sans plus. A l'exception de jardiner et prier, vous ne décrivez aucune autre activité ou habitude journalière la concernant (cf. NEP p.28). Il en va de même pour votre mari, homme que vous présentez comme violent, mais à propos duquel vous vous contentez de dire qu'il devait suivre les décisions de sa mère, qu'il faisait du thé avec des amis et qu'il voyageait souvent (cf. NEP pp.28-29). Questionnée à plusieurs reprises pour en dire plus sur cet homme avec qui vous partagiez votre vie durant de nombreuses années, vous n'êtes guère prolixe, vous limitant à dire qu'il était calme et que vous ne saviez pas deviner ses pensées, sans en dire davantage. Vous ne savez ni où il allait en voyage ni pour quelles raisons exactes il y allait, ni ses loisirs durant son temps libre (cf. NEP p.29).

L'ensemble de ces contradictions, incohérences et inconsistances dans vos déclarations empêchent de considérer votre mariage forcé avec [M. B. D.] crédible. Les maltraitances que vous dites avoir donc subies toutes ces années de sa part et de la part de sa mère ne sont pas non plus crédibles, tout comme votre prétendue fuite du domicile conjugal, votre cache et les recherches subséquentes à celle-ci. Par conséquent, le Commissariat général reste dans l'ignorance des réelles circonstances de votre départ du pays et ne peut considérer vos craintes personnelles fondées, à savoir notamment que votre père et votre famille vous obligeraient à retourner dans ce mariage.

Vous n'avez invoqué aucune autre crainte vous concernant à l'appui de votre demande de protection internationale (cf. NEP pp.15-16, 31).

Par conséquent, au regard de l'ensemble des éléments repris ci-avant, le Commissariat général considère que ni le statut de réfugié ni le statut de protection subsidiaire ne peut vous être octroyé.

Quant à votre fille mineure, [M. D.], née le [...] 2018 à Kindia, vous avez invoqué dans son chef une crainte de mutilation génitale féminine en cas de retour en Guinée (cf. dossier administratif, questionnaire CGRA – question 3.4 et 3.5 ; et notes de l'entretien personnel en date du 04 juillet 2023 - ci-après NEP - pp.15-16). Après un examen approfondi de cette crainte concernant cet enfant, j'ai décidé de lui reconnaître la qualité de réfugié au motif qu'il existe un risque de mutilation génitale féminine dans son chef.

J'attire votre attention, à titre d'information, quant au fait que la Belgique condamne fermement la pratique des mutilations génitales féminines qui font l'objet d'une incrimination particulière en droit belge sur base des dispositions légales suivantes :

L'article 409 du Code pénal :

« §1. Quiconque aura pratiqué, facilité ou favorisé toute forme de mutilation des organes génitaux d'une personne de sexe féminin, avec ou sans consentement de cette dernière, sera puni d'un emprisonnement de trois à cinq ans. La tentative sera punie d'un emprisonnement de huit jours à un an.

§2. Si la mutilation est pratiquée sur une personne mineure ou dans un but de lucre, la peine sera la réclusion de cinq à sept ans.

§ 3. Lorsque la mutilation a causé une maladie paraissant incurable ou une incapacité permanente de travail personnel, la peine sera la réclusion de cinq ans à dix ans.

§ 4. Lorsque la mutilation faite sans intention de donner la mort l'aura pourtant causée, la peine sera la réclusion de dix ans à quinze ans.

§ 5. Si la mutilation visée au § 1er a été pratiquée sur un mineur ou une personne qui, en raison de son état physique ou mental, n'était pas à même de pourvoir à son entretien, par ses père, mère ou autres ascendants, toute autre personne ayant autorité sur le mineur ou l'incapable ou en ayant la garde, ou toute personne qui cohabite occasionnellement ou habituellement avec la victime, le minimum des peines portées aux §§ 1er à 4 sera doublé s'il s'agit d'un emprisonnement, et augmenté de deux ans s'il s'agit de réclusion. »
L'article 10ter, 2° du Code de procédure pénale :

« Pourra être poursuivie en Belgique toute personne qui aura commis hors du territoire du Royaume :... 2° une des infractions prévues aux articles 372 à 377 et 409, du même Code si le fait a été commis sur la personne d'un mineur ».

L'article 422 bis du Code pénal qui incrimine le délit de non-assistance à personne en danger visant toute personne qui ne signalerait pas le danger qu'encourt une fillette menacée de mutilations génitales énonce que: « Sera puni d'un emprisonnement de huit jours à un an et d'une amende [...] celui qui s'abstient de venir en aide ou de procurer une aide à une personne exposée à un péril grave, soit qu'il ait constaté par lui-même la situation de cette personne, soit que cette situation lui soit décrite par ceux qui sollicitent son intervention.

[...] La peine prévue à l'aliéna 1er est portée à deux ans lorsque la personne exposée à un péril grave est mineure d'âge. »

Le Commissaire général est tenu de vous informer qu'en application de l'article 29 du Code d'instruction criminelle, il est de son devoir, dans l'exercice de ses fonctions, de dénoncer au procureur du Roi tout indice d'infraction aux articles 409 et 422 bis du Code pénal.

Vous présentez à l'appui de votre demande de protection internationale un certificat médical daté du 1er septembre 2022 attestant de votre excision de type I (« ablation du capuchon, clitoris et lèvres intactes »), et deux certificats médicaux datés des 1er septembre 2022 et 6 juillet 2023 pour votre fille, attestant qu'elle n'a pas subi d'excision (cf. farde « documents », pièces 4 et 7).

Concernant votre propre mutilation génitale féminine, cet élément n'est pas remis en cause. La présente décision ne se base cependant pas sur la réalité de la mutilation que vous avez subie. Vous n'invoquez par ailleurs aucune crainte personnelle en lien avec votre excision en cas de retour en Guinée (cf. NEP pp.15-16, 31).

Concernant l'absence de mutilation génitale féminine chez votre fille, ces documents ont été pris en compte par le Commissariat général dans la reconnaissance du statut de réfugié dans le chef de Mariame Diallo. Ces documents renforcent en effet la conviction du Commissariat général selon laquelle votre fille doit être protégée.

Enfin, la seule circonstance que vous soyez le parent d'une fille reconnue réfugiée n'a pas d'incidence sur votre demande de protection internationale et ne vous offre pas automatiquement le droit à la reconnaissance de la qualité de réfugié alors que vous n'avancez aucun élément concret dont il ressortirait dans votre chef une crainte fondée de persécution ou un risque réel de subir des atteintes graves du fait de ce lien familial.

En effet, une demande de protection internationale s'évalue et doit uniquement s'évaluer sur base individuelle, en tenant compte de la situation personnelle du demandeur, des éléments propres de la demande et de la situation générale dans le pays d'origine au moment de la prise de décision sur la demande de protection internationale.

Ni la Convention de Genève, ni la réglementation européenne (voy. CJUE, 4 octobre 2018, affaire C-652/16) ni la législation belge n'impose à la Belgique d'octroyer un statut de protection internationale à un membre de la famille d'un bénéficiaire de la protection internationale sur la seule base des liens de famille avec ce bénéficiaire.

Dans son arrêt du 4 octobre 2018, la Cour de justice de l'Union européenne a rappelé et insisté sur ce que la directive 2011/95/UE dite « Qualification (refonte) » limite l'octroi de la protection internationale aux personnes expressément visées par la directive : les personnes qui craignent avec raison d'être personnellement persécutées et les personnes qui courent personnellement un risque réel d'atteintes graves. Ce n'est pas le cas en ce qui vous concerne, comme exposé plus haut.

La seule circonstance que votre fille a été reconnue réfugiée ne vous ouvre pas un droit à la reconnaissance du statut de réfugié.

Vous êtes libre d'entamer ou de poursuivre les procédures adéquates pour solliciter un droit de séjour en Belgique sur base de votre situation familiale.

Concernant le reste des documents non encore évoqués que vous avez déposés à l'appui de votre demande de protection internationale, ils ne sont pas de nature à modifier le sens de la présente décision.

En effet, votre carte d'inscription au GAMS (cf. farde « documents », pièce 3) est un indice de votre volonté de ne pas voir votre fille Mariame Diallo subir une mutilation génitale féminine. Cette volonté n'est pas remise en cause dans la présente décision mais ne permet pas de renverser les constats qui précèdent.

Ensuite, vous transmettez divers documents d'identité vous concernant et concernant votre fille : une carte d'identité nationale guinéenne à votre nom et prénom, un extrait du registre de l'état civil de votre acte de naissance, et deux actes de naissance de votre fille (cf. farde « documents », pièces 1, 5, 6 et 9). Si ces documents ont pour objectif de prouver votre nationalité et identité, et celle de votre fille, ainsi que la filiation de cette dernière, il ressort toutefois des informations objectives mises à la disposition du Commissariat général (cf. farde « informations sur le pays », pièce 1), qu'au vu de l'état actuel de corruption existant en Guinée, notamment concernant la délivrance de « vrais faux » documents d'état civil comme pratique courante, tout comme la facilité d'obtention de jugement supplétif avec « n'importe quelle date ou lieu de naissance » sans vérification par les juges, aucune force probante ne peut être accordée à ces quatre

documents. En outre, concernant votre carte nationale d'identité, remarquons deux autres éléments remettant encore davantage en cause sa force probante. Tout d'abord, la photographie sur le document ne correspond pas au tampon du document, puisque les deux tampons (sur la photographie et sur le papier rose en fond) ne s'alignent pas, ce qui démontre qu'il s'agit d'une photographie ajoutée ultérieurement, un ancien tampon ayant déjà été placé sur la photographie, tout comme sur le fond rose. Ensuite, selon les informations de cette carte, on peut voir l'empreinte de votre index gauche et qu'elle aurait été faite le 21 décembre 2022 à Kindia en Guinée. Pourtant, vous ne vous trouviez plus en Guinée à cette date, étant partie selon vos déclarations devant le Commissariat général en début d'année 2022 ou en 2021 (cf. NEP pp.13, 20-21, 25) et ayant introduit votre demande de protection internationale le 28 mars 2022. Il n'est donc aucunement cohérent que vous ayez pu réaliser cette carte d'identité à Kindia, et pu donner votre empreinte, alors même que vous ne vous trouviez plus sur le territoire guinéen.

Finalement, le mail vous étant adressé de « JOBMATCH » concernant un contrat de travail intérimaire débutant le 10 juillet 2023 au sein de l'entretien Cliniques Universitaires Saint-Luc (cf. *farde* « documents », pièce 2), n'apporte aucun élément pertinent quant à l'analyse de votre crainte en cas de retour.

C. Conclusion

Sur base des éléments figurant dans votre dossier, je constate que vous ne pouvez pas être reconnu(e) comme réfugié(e) au sens de l'article 48/3 de la loi sur les étrangers. Vous n'entrez pas non plus en considération pour le statut de protection subsidiaire au sens de l'article 48/4 de la loi sur les étrangers.»

2. Le cadre juridique de l'examen du recours

2.1. Dans le cadre d'un recours en plein contentieux, le Conseil jouit, en vertu de l'article 39/2, § 1^{er}, de la loi du 15 décembre 1980, d'une compétence de pleine juridiction, ce qui signifie qu'il « *soumet le litige dans son ensemble à un nouvel examen et qu'il se prononce, en tant que juge administratif, en dernière instance sur le fond du litige, ayant la compétence de réformer ou de confirmer les décisions du Commissaire général [...], quel que soit le motif sur lequel le Commissaire général [...] s'est appuyé pour parvenir à la décision contestée. [...]. Ainsi, le Conseil peut, soit confirmer sur les mêmes ou sur d'autres bases une décision prise par le Commissaire général [...] soit la réformer ou – si par exemple, il manque des éléments essentiels qui impliquent que le Conseil ne peut pas confirmer ou réformer la décision confirmée sans devoir ordonner des mesures d'instruction complémentaires à cette fin – l'annuler* » (Projet de loi réformant le Conseil d'État et créant un Conseil du Contentieux des étrangers, Exposé des motifs, *Doc. parl.*, Ch. repr., sess. ord. 2005-2006, n° 2479/001, p. 95).

2.2. Le Conseil est la seule juridiction compétente pour connaître des recours contre les décisions prises par le Commissariat général en application de la directive 2011/95/UE du Parlement européen et du Conseil de l'Union européenne du 13 décembre 2011 concernant les normes relatives aux conditions que doivent remplir les ressortissants des pays tiers ou les apatrides pour pouvoir bénéficier d'une protection internationale, à un statut uniforme pour les réfugiés ou les personnes pouvant bénéficier de la protection subsidiaire, et au contenu de cette protection (refonte) (ci-après : la « directive 2011/95 »). À ce titre, il doit exercer sa compétence de manière à satisfaire à l'obligation d'offrir un « recours effectif devant une juridiction » au sens de l'article 46 de la directive 2013/32/UE du Parlement européen et du Conseil de l'Union européenne du 26 juin 2013 relative à des procédures communes pour l'octroi et le retrait de la protection internationale (refonte) (ci-après : la « directive 2013/32 »).

À cet égard, l'article 46, § 3, de cette directive impose aux États membres de veiller « *à ce qu'un recours effectif prévoie un examen complet et ex nunc tant des faits que des points d'ordre juridique, y compris, le cas échéant, un examen des besoins de protection internationale en vertu de la directive 2011/95/UE* ». Certes, cette disposition n'est pas transposée dans ces termes dans la législation belge, mais il convient de rappeler que lorsqu'elles appliquent le droit interne et, notamment, les dispositions d'une réglementation spécifiquement adoptée aux fins de mettre en œuvre les exigences d'une directive, les juridictions nationales sont tenues d'interpréter le droit national dans toute la mesure du possible à la lumière du texte et de la finalité de la directive en cause pour atteindre le résultat visé par celle-ci et, partant, de se conformer à l'article 288, troisième alinéa, du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (ci-après : le « TFUE ») (CJUE, affaires jointes C-397/01 à C-403/01, Pfeiffer e a. du 5 octobre 2004, § 113).

2.3. Il s'ensuit que lorsqu'il procède à l'examen d'un recours introduit sur la base de l'article 39/2, § 1^{er}, de la loi du 15 décembre 1980, le Conseil est tenu d'interpréter la loi de manière à se conformer aux exigences d'un examen complet et *ex nunc* découlant de l'article 46, § 3, de la directive 2013/32/UE.

3. Les nouveaux éléments

3.1. En annexe de sa requête, la partie requérante dépose des documents qu'elle inventorie comme suit : « [...] »

3. Décision d'octroi de la protection internationale à la fille de la requérante ;

4. Refworld, « Guinée : information sur les mariages forcés, y compris sur leur fréquence, les lois touchant les mariages forcés, la protection offerte par l'Etat et la possibilité pour les femmes de refuser un mariage forcé (2012-2015), 15 octobre 2015, disponible sur : <http://www.refworld.org/docid/563c5e824.html> ;

5.

https://www.rtb.be/info/monde/detail_en-guinee-de-lourdes-consequences-pour-les-jeunes-filles-mariees-avant-18-ans?id=10055897;

6. CEDEF, rapport alternatif conjoint FIDH-OGDH-MDT-AVIPA-CODDH, octobre 2014, disponible sur http://tbinternet.ohchr.org/Treaties/CEDAW/Shared%20Documents/GIN/INT_CEDAW_NGO_GIN_18407_F.pdf ;

7. Refworld, Guinée – information sur la violence conjugale, y compris sur les lois, la protection offerte aux victimes et les services de soutien (2012 – septembre 2015), 14 octobre 2015, disponible sur : <http://www.refworld.org/docid/563c5fc54.html> ;

8. L'association « L'Afrique pour les Droits des Femmes »

http://www.africa4womensrights.org/public/Cahier_d_exigences/Guinee-ue-Conakry-FR.pdf;

9. F.I.D.H., « Nos organisations attendent des engagements forts des autorités guinéennes sur la protection des droits des femmes », 7 mars 2012,

<https://www.fidh.org/fr/regions/afrique/guinee-conakry/11418-nos-organisations-attendent-des-engagements-forts-des-autorites-guineennes>;

10. COI Focus, 15 décembre 2020, « Le mariage forcé », disponible sur

https://www.cgra.be/sites/default/files/rapporten/coi_focus_guinee._le_mariage_force_20201215.pdf » (requête, p.23).

3.2. Le Conseil relève que le dépôt de ces nouveaux éléments est conforme aux conditions de l'article 39/76 de la loi du 15 décembre 1980. Le Conseil les prend dès lors en considération.

4. Thèse de la partie requérante

4.1. La partie requérante prend un premier moyen de la violation des articles 48/3, 48/5, 48/7 et 62 de la loi du 15 décembre 1980, de l'article 1^{er}, section A, § 2, de la Convention relative au statut des réfugiés, signée à Genève le 28 juillet 1951 et entrée en vigueur le 22 avril 1954 (ci-après : la « Convention de Genève »), de l'article 1^{er}, alinéa 2, du Protocole du 31 janvier 1967 concernant le statut des réfugiés, de l'article 8 de la directive 2005/85/CE, de l'article 7 du chapitre 6 du Titre XIII de la loi programme du 24 décembre 2002, des articles 2 et 3 de la loi du 29 juillet 1991 sur la motivation formelle des actes administratifs, des « principes généraux de bonne administration », notamment du « principe de préparation avec soin d'une décision administrative », ainsi que « de l'absence, de l'erreur, de l'insuffisance ou de la contrariété dans les causes et/ou les motifs, de l'obligation de motivation matérielle ».

La partie requérante prend un second moyen de la violation des articles 48/4, 48/5, 48/7 et 62 de la loi du 15 décembre 1980, des articles 2 et 3 de la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, des « principes généraux de bonne administration », notamment du « principe de préparation avec soin d'une décision administrative » ainsi que « de l'absence, de l'erreur, de l'insuffisance ou de la contrariété dans les causes et/ou les motifs ».

4.2. Elle conteste en substance la pertinence de la motivation de l'acte querellé au regard des circonstances de fait propres à la cause, des pièces du dossier administratif et du dossier de la procédure.

4.3. En conséquence, il est demandé au Conseil ce qui suit :

« A titre principal :

- de réformer la décision attaquée et de reconnaître à la requérante le statut de réfugié sur base de l'article 1^{er} de la Convention de Genève, conformément à l'article 39/2, §1^{er}, 1^o de la loi du 15 décembre 1980.

« à titre subsidiaire :

- d'annuler la décision attaquée et d'ordonner des mesures d'instruction complémentaire.

« à titre infiniment subsidiaire :

- d'accorder la protection subsidiaire à la requérante sur base de l'article 48/4 de la loi du 15 décembre 1980 » (requête, p.22).

5. Appréciation

A. Sous l'angle de l'article 48/3 de la loi du 15 décembre 1980.

5.1. L'article 48/3, § 1^{er}, de la loi du 15 décembre 1980 dispose que « *Le statut de réfugié est accordé à l'étranger qui satisfait aux conditions prévues par l'article 1^{er} de la [Convention de Genève]* ».

En vertu de l'article 1^{er}, section A, § 2, premier alinéa, de la Convention de Genève, telle qu'elle est complétée par le Protocole relatif au statut des réfugiés, conclu à New York le 31 janvier 1967, lui-même entré en vigueur le 4 octobre 1967, le terme « réfugié » s'applique à toute personne qui, « *craignant avec raison d'être persécutée du fait de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de son appartenance à un certain groupe social ou de ses opinions politiques, se trouve hors du pays dont elle a la nationalité et qui ne peut ou, du fait de cette crainte, ne veut se réclamer de la protection de ce pays; ou qui, si elle n'a pas de nationalité et se trouve hors du pays dans lequel elle avait sa résidence habituelle, ne peut ou, en raison de ladite crainte, ne veut y retourner* ».

5.2. En substance, la requérante invoque avoir subi un mariage forcé et déclare craindre que son père ne la contraigne à réintégrer son foyer marital, au sein duquel elle déclare avoir été victime de maltraitance.

5.3. Dans la motivation de sa décision de refus, la partie défenderesse estime que les déclarations de la requérante, de même que les documents qu'elle verse au dossier, ne permettent pas d'établir le bien-fondé des craintes invoquées.

5.4. À titre liminaire, le Conseil constate que la décision attaquée développe les motifs amenant la partie défenderesse à refuser la demande de protection internationale de la requérante. Cette motivation est claire et permet à cette dernière de comprendre les raisons de ce refus. La décision est donc formellement motivée.

En outre, le Conseil estime que les motifs principaux de la décision attaquée se vérifient à la lecture du dossier administratif, sont pertinents – dès lors qu'ils portent sur des éléments déterminants du récit – et ont pu valablement conduire la partie défenderesse à remettre en cause le bien-fondé des craintes ainsi alléguées par la requérante à l'appui de sa demande de protection internationale.

5.5. Le Conseil ne peut accueillir favorablement l'argumentation de la requête sur ces questions dès lors qu'elle n'apporte aucun élément concret et convaincant permettant de remettre en cause la motivation de la décision querellée et ne développe, en définitive, aucun moyen susceptible d'établir le bien-fondé des craintes alléguées.

5.5.1. Premièrement, concernant l'omission par la requérante d'invoquer sa crainte relative à son mariage forcé allégué lors de son audition à l'Office des étrangers, la partie requérante rappelle que la requérante a expliqué, lors de son entretien personnel du 4 juillet 2023, ne pas avoir eu assez de temps afin d'exprimer ses craintes personnelles, au vu de la durée de son audition à l'Office des étrangers. Elle insiste, en outre, sur le libellé de la question 5 du document intitulé « Questionnaire », lequel invite le demandeur de protection international à présenter les faits à l'origine de sa fuite et explique, à cet égard, que l'élément qui a motivé « *de façon décisive* » (requête, p.4) la fuite de la requérante est la menace d'excision pesant sur sa fille. Selon elle, il ne s'agit dès lors pas d'une omission mais « *simplement d'une priorisation de ses craintes, tournée vers sa fille avant de penser à elle-même* » (requête, p.4).

Cependant, si le Conseil admet la nécessité de faire preuve d'une « *certaine souplesse* » dans l'analyse des propos tenus dans le cadre de l'audition qui se déroule à l'Office des étrangers dans la mesure où il ressort clairement du questionnaire auquel le demandeur de protection internationale est invité à répondre, qu'il est attendu de lui qu'il explique « *brièvement* » et présente « *succinctement* » les faits et les craintes à l'appui de sa demande, il n'en reste pas moins qu'il lui est également demandé d'être « *précis* » et de présenter les « *principaux* » faits qui fondent sa demande. Ledit questionnaire contient en outre une septième question, demandant explicitement à la requérante si elle a eu « d'autres problèmes », avec les autorités de son pays, avec des concitoyens ou des problèmes de nature générale. A cette question et ces différentes sous-questions, la requérante a répondu « Non ».

Par ailleurs, bien que la requérante invoque des difficultés rencontrées lors de son audition à l'Office des étrangers, le Conseil constate que celle-ci a déclaré, au début de son entretien personnel du 4 juillet 2023, que son audition à l'Office des étrangers s'était bien passée, qu'elle avait eu l'occasion d'exposer tous les éléments essentiels de sa demande de protection internationale et qu'elle n'avait aucune remarque particulière à formuler à ce sujet (Notes de l'entretien personnel du 4 juillet 2023 (ci-après : « NEP ») , pp.3-4).

Au regard de ces éléments, le Conseil estime que la requérante ne fournit aucune justification convaincante permettant d'expliquer cette omission. Étant donné qu'il est question de la crainte personnelle principale sur

laquelle la requérante fonde sa demande de protection internationale, une telle omission porte indéniablement atteinte à la crédibilité de son mariage forcé allégué.

5.5.2. Deuxièmement, le Conseil constate, à la suite de la partie défenderesse, que la requérante a tenu des propos contradictoires concernant les lieux où elle aurait résidé. La partie requérante conteste, dans sa requête, les contradictions relevées et insiste sur le fait que la requérante a expliqué avoir vécu à Ratoma lorsqu'il lui a été demandé quelle était sa dernière adresse dans son pays d'origine, tout en précisant s'être cachée auprès de sa tante avant de quitter la Guinée (v. requête pp.4-5).

Le Conseil juge que ces explications ne remettent nullement en cause la contradiction relevée. En effet, la requérante a affirmé, lors de son audition à l'Office des étrangers, avoir résidé dans la commune de Ratoma de 2013 à 2022 (dossier administratif, document n°19, p.6). Or, au cours de son entretien personnel du 4 juillet 2023, elle a déclaré avoir vécu, à partir de 2007, dans la commune de Dixinn, au sein de la famille de son époux forcé allégué, et ce, jusqu'en avril 2021, période durant laquelle elle explique avoir entendu sa belle-mère évoquer son intention de faire exciser sa fille, ce qui l'aurait conduite à quitter le domicile familial pour se cacher pendant deux semaines chez sa tante N. B., avant de fuir de Guinée (NEP, pp.20-21).

Une telle contradiction conforte la conviction du Conseil quant au manque de crédibilité du mariage forcé allégué.

5.5.3. Troisièmement, le Conseil relève, à la suite de la partie défenderesse, que les déclarations de la requérante entrent en contradiction avec les informations contenues sur son compte Facebook, particulièrement en ce qui concerne sa sœur et sa mère.

Sur ce point, la partie requérante reproche à la partie défenderesse de ne pas avoir confronté la requérante à ses contradictions. Elle explique que le compte de la sœur de la requérante n'a pas fait l'objet d'une suppression et que c'est l'époux de cette dernière qui continue de l'alimenter. Elle ajoute, à cet égard, que l'époux de la sœur de la requérante s'est remarié et il est question des enfants nés de cette union sur les photographies qu'il a publiées.

Le Conseil n'est, cependant, aucunement convaincu par cette argumentation. En effet, bien que la partie requérante conteste la qualité du rapport « CEDOCA – Q&A : New media unit NMU2023-441 : Check Médias sociaux – 22/16552 » daté du 4 décembre 2023 établi par la partie défenderesse (v. requête, p.6), le Conseil estime, pour sa part, que ce document est suffisamment clair et précis. La qualité des photographies, que la lisibilité des publications et des commentaires qui y figurent, ainsi que les nombreux recoupements effectués par la partie défenderesse, permettent d'établir que la sœur de la requérante, H. S., était encore active sur Facebook en août 2023, tout comme sa mère en mars 2016. Ces éléments contredisent les déclarations de la requérante selon lesquelles sa sœur et sa mère auraient respectivement perdu la vie en 2017 et en 2001. En outre, le caractère contradictoire de ces propos est renforcé par les déclarations faites par la requérante lors de son audition à l'Office des étrangers, au cours duquel elle a affirmé que sa mère et sa sœur sont en vie et résident à Kindia (v. dossier administratif, document n°19).

En ce que la partie requérante considère que le procédé utilisé par la partie défenderesse est intrusif et peu respectueux de la vie privée, le Conseil souligne que la partie défenderesse s'est fondée exclusivement sur des données publiques mises en ligne volontairement par les utilisateurs de la plateforme Facebook. Le rapport établi par la partie défenderesse sur la base de ces différentes données est quant à lui confidentiel et uniquement porté à la connaissance des parties à la présente procédure.

Le Conseil n'est, par ailleurs, aucunement convaincu par l'explication selon laquelle l'époux de la sœur de la requérante aurait continué à alimenter le compte de sa défunte épouse en y postant des photographies d'enfants qu'il aurait eu avec une autre femme.

Quant à la violation alléguée de l'article 17, § 2 de l'arrêté royal du 11 juillet 2003, le Conseil rappelle que ce dernier dispose que « si l'agent constate, au cours de l'audition, que le demandeur d'asile fait des déclarations contradictoires par rapport [à toutes déclarations faites par lui antérieurement], il doit [...] le faire remarquer au demandeur d'asile au cours de l'audition et noter la réaction de celui-ci ». En l'espèce, les contradictions relevées ne concernent pas des déclarations antérieures de la requérante mais bien des informations éléments issus de l'analyse des profils Facebook de la requérante et de ses proches. En tout état de cause, en introduisant son recours, la partie requérante a eu accès au dossier administratif ainsi qu'au dossier de la procédure et qu'elle a pu invoquer tous les arguments de fait et de droit pour répondre aux griefs formulés par la décision. Ce faisant, elle a eu l'occasion de s'exprimer sur les contradictions et incohérences soulevées.

Au regard de ces contradictions manifestes, le Conseil estime qu'elles entachent incontestablement la crédibilité des déclarations de la requérante relatives à son environnement familial. De telles incohérences, concernant des éléments essentiels à l'appréciation de sa situation personnelle, confirment la conviction du Conseil selon laquelle le mariage forcé allégué par l'intéressée manque de crédibilité.

5.5.4. Par ailleurs, à l'instar de la partie défenderesse, les déclarations de la requérante relatives à son mariage forcé allégué renforcent la conviction du Conseil. En effet, il relève que la requérante a tenu des propos particulièrement inconsistants concernant sa vie maritale au sein de la concession de sa belle-famille. Or, eu égard à la longue durée de ce mariage forcé allégué - quatorze ans -, il était raisonnable d'attendre de la part de la requérante des déclarations plus précises et détaillées, témoignant d'un réel sentiment de vécu, ce qui fait défaut en l'espèce.

Il en est de même concernant les informations relatives à son époux forcé allégué. En effet, la requérante déclare ignorer les raisons de ses fréquents voyages, ainsi que les lieux où il se rendait, alors même qu'elle soutient qu'il s'absentait régulièrement, parfois durant plusieurs mois (v. NEP, p.29). De surcroît, elle est incapable de citer les loisirs de cet homme, hormis le fait qu'il voyageait (v. NEP, p.29). Le Conseil considère qu'après quatorze années de vie commune, il est raisonnable d'attendre de la requérante, qu'elle soit en mesure de fournir des informations plus substantielles et circonstanciées sur cet individu avec lequel elle affirme avoir partagé une part significative de sa vie. Ces éléments viennent consolider la conviction du Conseil quant à l'absence de crédibilité du mariage forcé allégué.

En outre, le Conseil considère que l'argumentation développée dans la requête sur ce point (pp.6-7), ne parvient aucunement à renverser ces constats. En effet, la partie requérante se borne à paraphraser les déclarations antérieures de la requérante en les estimant pertinentes et suffisantes, sans apporter d'éléments nouveaux ou convaincants. Elle reproche également à la partie défenderesse de s'être essentiellement limitée à des questions ouvertes. Toutefois, après une lecture attentive des notes de l'entretien personnel du 4 juillet 2023, le Conseil observe que des questions tant ouvertes que fermées ont été posées à la requérante sur tous les points essentiels de sa demande de protection internationale, y compris sur son mariage forcé allégué. Le grief formulé apparaît dès lors infondé. De plus, le Conseil tient à souligner que, dans le cadre d'un recours en plein contentieux comme tel est le cas devant la juridiction de céans lorsqu'elle est saisie comme en l'espèce sur le fondement de l'article 39/2, § 1^{er}, de la loi du 15 décembre 1980, il aurait été loisible pour la requérante de fournir toutes les informations ou précisions qu'elle estimait ne pas avoir été en mesure d'exposer lors des phases antérieures de la procédure. Force est de constater qu'elle demeure en défaut de le faire, même au stade actuel de l'examen de sa demande.

5.5.5. Quatrièmement, concernant les développements de la partie requérante relatifs à la notion d'unité de famille et d'intérêt supérieur de l'enfant (requête, pp. 13-20), le Conseil estime qu'il ne peut suivre une telle argumentation.

En effet, il ressort une jurisprudence constante et claire, tant de la Cour de justice de l'Union européenne que du Conseil du contentieux des étrangers, que ni le principe de l'unité de la famille, ni l'article 23 de la directive 2011/95, et ce, quoi qu'il en soit de sa transposition en droit belge, ne prévoient l'extension, à titre dérivé, du statut de réfugié ou du statut conféré par la protection subsidiaire aux membres de la famille d'une personne à laquelle ce statut est octroyé, qui, individuellement, ne satisfont pas aux conditions d'octroi dudit statut. En d'autres termes, l'article 23 de la directive n'impose pas aux États membres de reconnaître au parent d'un enfant ayant le statut de réfugié dans un État membre le droit à bénéficier de la protection internationale dans cet État membre (en ce sens, voir CJUE C-374/22 et C-614/22 du 23 novembre 2023, point 19 en particulier ; C-91/20, 'Maintien de l'unité familiale', du 9 novembre 2021 et C-652/16, Ahmedbekova, du 4 octobre 2018, ainsi que CCE, arrêts n°230.067 et 230.068 du 11 décembre 2019, rendus en assemblée générale). Ainsi, l'article 23 de la directive précité, que la partie requérante invoque à l'appui de son recours, se limite à imposer aux États membres d'aménager leur droit national de manière à ce que de tels membres de la famille puissent prétendre, conformément aux procédures nationales et dans la mesure où cela est compatible avec le statut juridique personnel de ces membres de la famille, à certains avantages, qui comprennent notamment la délivrance d'un titre de séjour, l'accès à l'emploi ou l'accès à l'éducation et qui ont pour objet de maintenir l'unité familiale.

En l'espèce, le Conseil constate que la reconnaissance des avantages précités, imposée par l'article 23 de la directive 2011/95/UE, échappe à sa compétence dans le cadre du présent examen, lequel porte exclusivement sur le bénéfice de la protection internationale (voir en ce sens, CJUE C-374/22 et C-614/22 du 23 novembre 2023, points 17 et 18). A cet égard, si le droit de l'Union ne s'oppose pas à ce qu'un État membre, en vertu de dispositions nationales plus favorables, accorde, à titre dérivé et aux fins du maintien de l'unité familiale, le statut de réfugié aux « membres de la famille » d'un bénéficiaire d'une telle protection, le Conseil ne peut que constater que le législateur belge n'a pas fait usage de cette faculté.

Les divers développements de la requête à cet égard manquent dès lors de pertinence. Le Conseil rappelle, au surplus et ainsi que la Cour de justice l'a également suggéré, que la partie requérante reste libre de « solliciter concrètement tel ou tel avantage parmi ceux ainsi énumérés aux articles 24 à 35 de la directive 2011/95 en s'adressant à l'autorité nationale susceptible de lui reconnaître ou de lui refuser le bénéfice de celui-ci et d'ensuite contester un éventuel refus devant les juridictions nationales compétentes en exposant les raisons pour lesquelles il estime pouvoir bénéficier de l'avantage ou des avantages concernés en vertu de la directive 2011/95, et, en particulier de l'article 23 de celle-ci » (CJUE, C-374/22 et C-614/22 du 23 novembre 2023, point 18) ».

La partie requérante invoque, par ailleurs, l'intérêt supérieur de l'enfant. Elle ne démontre toutefois pas, et le Conseil n'aperçoit pas davantage, en quoi la prise en compte de l'intérêt supérieur de l'enfant suffirait à ouvrir à l'ascendant d'un bénéficiaire d'une protection internationale un droit à bénéficier du même statut que ce dernier.

5.5.6. Cinquièmement, concernant les documents présentés au dossier administratif, le Conseil estime que ceux-ci ont été valablement analysés par la partie défenderesse dans sa décision, et constate qu'aucun élément d'appréciation nouveau et concret ne l'amène à en faire une évaluation différente. En effet, force est de constater que la partie requérante n'émet aucune critique à l'encontre de l'analyse desdits documents opérée par la partie défenderesse ; analyse à laquelle le Conseil souscrit pleinement en l'espèce.

5.5.7. Quant aux multiples informations générales et objectives qui ont été annexées et/ou citées dans la requête, il y a lieu de relever qu'aucune ne cite ni n'évoque la situation personnelle de la requérante, de sorte qu'elles manquent de pertinence pour établir les craintes que cette dernière invoque.

5.5.8. Au vu de tout ce qui précède, le Conseil considère que les faits et les craintes avancées par la requérante à l'appui de sa demande de protection internationale manquent de crédibilité et ne peuvent être tenus pour établis. Partant, il estime que les développements de la partie requérante quant à la possibilité pour l'intéressée de rechercher une protection effective auprès de ses autorités nationales manquent de pertinence et sont superflus (requête, pp.10-13).

5.6. En ce que la partie requérante invoque l'article 48/7 de la loi du 15 décembre 1980, le Conseil rappelle que cette disposition indique comme suit : « le fait qu'un demandeur d'asile a déjà été persécuté dans le passé ou a déjà subi des atteintes graves ou a déjà fait l'objet de menaces directes d'une telle persécution ou de telles atteintes est un indice sérieux de la crainte fondée du demandeur d'être persécuté ou du risque réel de subir des atteintes graves, sauf s'il existe de bonnes raisons de croire que cette persécution ou ces atteintes graves ne se reproduiront pas ».

En l'occurrence, dès lors qu'il ressort de ce qui précède que la partie requérante n'est pas parvenue à établir qu'elle a été victime de persécution ou d'atteinte grave dans son pays d'origine, la question de l'application, en l'espèce, de la forme de présomption légale établie par l'article 48/7 précité ne se pose nullement et manque de toute pertinence.

5.7. Au vu des développements *supra*, le Conseil considère que la requérante ne démontre pas en quoi la Commissaire générale aurait violé les dispositions légales et les principes de droit cités dans la requête ; ou n'aurait pas valablement, suffisamment et adéquatement motivé la décision ; ou n'aurait pas pris en considération tous les éléments factuels du dossier ; ou aurait commis une erreur d'appréciation ; ou encore aurait manqué à son devoir de prudence et de bonne administration ; il estime au contraire que la Commissaire générale a exposé à suffisance les raisons pour lesquelles elle parvient à la conclusion que la requérante n'établit ni la réalité des faits invoqués, ni le bien-fondé des craintes alléguées.

5.8. Le Conseil juge dès lors que la partie requérante n'établit pas par des éléments suffisamment pertinents, concrets et précis qu'elle craint avec raison d'être persécutée au sens de l'article 1^{er}, section A, § 2, de la Convention de Genève.

En conséquence, il résulte de ce qui précède que la partie requérante n'établit pas qu'elle a quitté son pays d'origine ou qu'elle en reste éloignée par crainte d'être persécutée au sens de l'article 48/3 de la loi du 15 décembre 1980.

B. Sous l'angle de l'article 48/4 de la loi du 15 décembre 1980

6.1. L'article 48/4 de la loi du 15 décembre 1980 dispose comme suit :

« § 1er. Le statut de protection subsidiaire est accordé à l'étranger qui ne peut être considéré comme un réfugié et qui ne peut pas bénéficier de l'article 9ter, et à l'égard duquel il y a de sérieux motifs de croire que, s'il était renvoyé dans son pays d'origine ou, dans le cas d'un apatride, dans le pays dans lequel il avait sa résidence habituelle, il encourrait un risque réel de subir les atteintes graves visées au paragraphe 2, et qui ne peut pas ou, compte tenu de ce risque, n'est pas disposé à se prévaloir de la protection de ce pays et ce, pour autant qu'il ne soit pas concerné par les clauses d'exclusion visées à l'article 55/4.

§ 2. Sont considérées comme atteintes graves:

- a) la peine de mort ou l'exécution;
- b) ou la torture ou les traitements ou sanctions inhumains ou dégradants du demandeur dans son pays d'origine;
- c) ou les menaces graves contre la vie ou la personne d'un civil en raison d'une violence aveugle en cas de conflit armé interne ou international. ».

Cet article est la transposition des articles 2, f, et 15 de la directive 2011/95/UE (anciennement 2, e, et 15 de la directive 2004/83/CE du Conseil de l'Union européenne du 29 avril 2004).

6.2. Il découle de cet article que pour pouvoir bénéficier du statut de protection subsidiaire, il faut que le demandeur encoure, s'il était renvoyé dans son pays d'origine, un « risque réel ». Cette notion renvoie au degré de probabilité qu'une personne soit exposée à une atteinte grave. Le risque doit être véritable, c'est-à-dire réaliste et non hypothétique.

Le paragraphe 2 précise ce qu'il y a lieu d'entendre par les mots « atteintes graves » en visant trois situations distinctes.

6.3. S'agissant des atteintes graves visées à l'article 48/4, § 2, a) et b), de la loi du 15 décembre 1980, le Conseil constate que la requérante ne fonde pas sa demande de protection subsidiaire sur des faits ou des motifs différents de ceux qui sont à la base de sa demande de reconnaissance de la qualité de réfugié.

Partant, dans la mesure où il a déjà jugé, dans le cadre de l'examen de la demande du statut de réfugié, que ces faits ou motifs manquent de crédibilité ou de fondement, le Conseil estime qu'il n'existe pas davantage d'élément susceptible d'établir, sur la base des mêmes événements ou motifs, qu'il existerait de sérieuses raisons de croire qu'en cas de retour dans son pays d'origine la requérante encourrait un risque réel de subir des atteintes graves visées à l'article 48/4, § 2, a) et b), de la loi du 15 décembre 1980, à savoir la peine de mort ou l'exécution, la torture ou des traitements ou sanctions inhumains ou dégradants.

6.4. Au regard de l'article 48/4, § 2, c), de la loi du 15 décembre 1980, la requérante ne développe aucune argumentation circonstanciée qui permette de considérer que la situation dans sa région d'origine, correspondrait actuellement à un contexte de violence aveugle dans le cadre d'un conflit armé interne ou international. En tout état de cause, le Conseil n'aperçoit, dans le dossier administratif, ou dans le dossier de la procédure, aucune indication de l'existence de sérieux motifs de croire qu'elle serait exposée, en cas de retour dans sa région d'origine, à un risque réel d'y subir des atteintes graves au sens dudit article.

6.5. En conséquence, il n'y a pas lieu d'accorder à la requérante la protection subsidiaire prévue par la disposition légale précitée.

C. La demande d'annulation

La partie requérante sollicite enfin l'annulation de la décision attaquée. Le Conseil ayant conclu à la confirmation de la décision attaquée, il n'y a plus lieu de statuer sur cette demande d'annulation.

Les constatations faites *supra* rendent inutile un examen plus approfondi des moyens de la requête, cet examen ne pouvant, en toute hypothèse, pas induire d'autre conclusion quant au fond de la demande.

Le Conseil rappelle à cet égard que dans le cadre de la compétence de pleine juridiction qu'il exerce au contentieux de l'asile, il est amené à soumettre l'ensemble du litige à un nouvel examen et à se prononcer par un arrêt dont les motifs lui sont propres et qui se substitue intégralement à la décision attaquée. Il en résulte que l'examen des vices éventuels affectant cette dernière au regard des règles invoquées en termes de moyens, a perdu toute pertinence.

PAR CES MOTIFS, LE CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS DECIDE :

Article 1^{er}

La partie requérante n'est pas reconnue réfugiée.

Article 2

Le statut de protection subsidiaire n'est pas accordé à la partie requérante.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique, le dix-neuf décembre deux mille vingt-quatre par :

S. SEGHIN,	président f.f., juge au contentieux des étrangers,
------------	----------------------------------------------------

P. MATTA,	greffier.
-----------	-----------

Le greffier,	Le président,
--------------	---------------

P. MATTA	S. SEGHIN
----------	-----------